

# Le président de l'Office Européen des Brevets survit aux pourparlers de crise – mais la pression monte

**Le très critiqué Benoît Battistelli a perdu la confiance du personnel de l'OEB**



Le président de l'OEB, Benoît Battistelli, est mis sous pression. (Photo : OEB)

Le 17 mars 2016 à 18:42, [Kieren McCarthy](#)

Benoît Battistelli, le président de l'Office Européen des Brevets (OEB), a survécu à une réunion du conseil d'administration de l'organisation, mais continue de subir une pression considérable afin d'apaiser le mécontentement croissant parmi ses employés.

Selon une résolution approuvée par une majorité des 38 pays représentés au sein du conseil, Battistelli a été contraint de suspendre ses mesures disciplinaires controversées à l'encontre de trois dirigeants syndicaux jusqu'à ce qu'il y ait apporté un certain nombre de modifications.

Ces modifications comprennent la révision des règles relatives aux enquêtes internes, l'ajout éventuel d'un examinateur indépendant au sein du processus, et la signature d'un accord avec le principal syndicat de l'organisation afin de reconnaître ses droits.

Bien que la résolution ne soit pas à la hauteur des espérances de certains, le fait est que si Battistelli ne montre pas une amélioration significative de ses relations avec ses employés, il devra faire face à des conséquences bien plus importantes lors de la prochaine réunion du conseil d'administration prévue dans quelques mois.

Le manque de confiance entre la direction et le personnel n'a fait que croître au cours des dernières semaines, et ce dernier a [voté de faire grève](#) pour protester contre les méthodes de direction. Pas moins de 2000 employés de l'OEB ont protesté devant l'entrée des bâtiments de l'OEB à Munich pendant la délibération du conseil.

Et dans une condamnation accablante, un sondage mené cette semaine auprès du personnel de l'OEB – auquel 40 % de ce dernier a participé – a donné à Battistelli un résultat de 0 % en matière de confiance.

## Médias

Les extraordinaires taux de mécontentement au sein de l'organisation ont également attiré une attention médiatique indésirable, dont notamment celle de la presse financière allemande qui a écrit toute une série d'articles accusateurs sur la manière dont Battistelli a tenté d'améliorer le rendement de l'OEB.

Dans un [reportage télévisé](#) bouleversant, le frère d'un ancien examinateur de brevets a expliqué que la pression exercée sur ce dernier avait été un facteur déterminant dans son suicide peu de temps après. Ce reportage affirmait également que les employés de l'OEB n'osent pas parler de leurs mauvais traitements en public par peur d'être licenciés.

Cinq suicides ont été commis au cours des dernières années : d'après l'union syndicale, l'USOEB, ces derniers sont directement liés aux changements apportés par la direction. La récente enquête menée auprès du personnel a révélé que pas moins de 11 % des employés font état d'une « détresse psychologique » en ce qui concerne leur travail.

À chaque fois, la réponse de l'OEB a été de contester les allégations avec agressivité, tout en insistant sur l'augmentation de l'efficacité dans son ensemble : 15 % de demandes de brevets examinées en plus, et une baisse de 25 % du nombre de jours de congé de maladie du personnel.

Toutefois, un certain nombre de pays représentés auraient remis ces chiffres en question lors de la réunion du conseil d'administration ; signe que les revendications en termes d'efficacité pourraient ne pas sauver Battistelli.

Le comportement du président français est lui aussi remis en cause. Plus tôt cette semaine, lors d'une réunion avec le ministre néerlandais Martijn van Dam, Battistelli est parti en claquant la porte lorsque ce dernier a abordé la question des conditions de travail, et a insinué que le conflit actuel entre la direction et l'USOEB était en train de nuire à la réputation de l'OEB. Selon des sources fiables, Battistelli était également sorti en fureur d'une [précédente réunion](#) avec le conseil d'administration lorsque ce dernier avait émis des critiques similaires concernant son approche.

La résolution émise cette semaine par le conseil de l'OEB place Battistelli et son équipe en mauvaise posture : soit il revient sur son refus d'étendre les droits normaux des employés à son personnel et trouve un moyen d'apaiser la colère du syndicat USOEB, soit il devra expliquer à un conseil d'administration de plus en plus sceptique pourquoi il n'a pas suivi son avis formel.